

## Rapport d'étonnement après un court voyage en Haïti en janvier 2019

(Edith Heurgon, Alain Raymond)

L'idée d'un voyage en Haïti est venue presque naturellement au cours de la rédaction de ce livre, en particulier de sa troisième partie *Mobilités et migrations dans un espace de circulation au regard du changement climatique*. L'intention était d'actualiser les analyses que nous avons tirées des deux tables rondes organisées à Paris en 2015 à l'occasion de la COP 21. Pour ce faire, priorité a été donnée à la rencontre avec des acteurs qui expérimentent et mettent en œuvre des solutions.

Ce projet de voyage, décidé en juin 2018, a recueilli un excellent écho de la part de nos interlocuteurs en Haïti ce qui a permis de planifier des échanges et visites avec plusieurs organisations sociales et paysannes ainsi qu'avec des personnalités diverses parmi lesquelles des volontaires internationaux et des anciens volontaires de l'AFVP, aujourd'hui engagés auprès d'organismes haïtiens. Les contraintes de temps et de sécurité<sup>1</sup> nous ont conduit à limiter les déplacements dans une zone géographique relativement restreinte tout en privilégiant le monde rural par rapport à la capitale<sup>2</sup>. Ainsi il a fallu renoncer à la visite de certains sites qui avaient fait l'objet de présentations à Paris en 2015<sup>3</sup>.

Arrivé le 9 janvier, Alain a pu assister à une représentation de la pièce de théâtre *In Memoriam* de Jean-René Lemoine<sup>4</sup> donnée à la FOKAL en ouverture de la commémoration du séisme du 12 janvier 2010. Michèle Pierre-Louis y a délivré un vibrant hommage à ceux qui relèvent le défi de la reconstruction. *Le temps n'est certainement pas aux réjouissances. Notre pays va mal, très mal, mais nous ne voulons pas sombrer dans des lamentations (...) nous avons pleine conscience que nous sommes vivants, que nos capacités de penser et d'agir ne sont pas altérées par l'ambiance délétère générale. Alors, pour elles et eux, donnons un sens à notre vie, pour elles et eux, continuons de lutter, de travailler, de partager, d'échanger, et surtout en cette année nouvelle, n'arrêtons pas de rêver non seulement d'une Haïti de justice, d'égalité, et de solidarité, mais d'un monde meilleur.*<sup>5</sup>

C'est à la rencontre de ces personnes qui luttent au quotidien pour survivre avec courage, dignité, intelligence, humanité et résistance, que nous sommes allés au cours de ce bref voyage en Haïti : pour Alain, un retour après 20 ans d'absence ; pour Edith, désireuse de confronter ses travaux sur dossier aux réalités du terrain, une première fois.

Le programme s'est déroulé sans ambages, la principale incertitude venant de la pénurie d'essence qui a conduit à limiter encore les kilomètres parcourus et sans doute permis une circulation plus fluide que d'habitude, notamment à Port au Prince et ses abords. Le mois de janvier nous a offert un temps agréable, pas trop chaud, avec de fréquentes pluies nocturnes.

Par rapport aux analyses des chapitres précédents, nous pouvons apporter quelques compléments, voire inflexions, dans la mesure où la société haïtienne, confrontée à de fortes difficultés, nous est apparue fort engagée dans des dynamiques citoyennes innovantes. Nous avons eu aussi la satisfaction de constater que, face au changement climatique, la prise de conscience s'était accrue et que des actions étaient mises en œuvre en faveur de la préservation de l'environnement et de la reforestation des espaces, avec, pour assurer la subsistance des populations les plus pauvres, la construction d'un habitat plus résistant face aux catastrophes naturelles.

---

<sup>1</sup> tensions sociales depuis les émeutes des 6, 7, 8 juillet déclenchées par l'augmentation des prix du carburant et qui se poursuivent sur la question de la transparence quant à l'utilisation des fonds « Petrocaribe » (3,8 milliards de \$US).

<sup>2</sup> Vallu/Ti-Goave, Jacmel/La Montagne.

<sup>3</sup> Aménagement du bassin versant du Bas-Limbé par Agrisud-international et le GRADIMIRH étendu à la Grande Anse après le cyclone Matthews par le projet agroécologie et résilience face aux risques climatiques.

<sup>4</sup> Dialogue entre une mère et sa fille disparue sur fond de rituel funéraire dans le vaudou haïtien, Jean-René Lemoine, *Iphigénie (suivi de) In memoriam*, Les Solitaires intempestifs, mars 2012.

<sup>5</sup> Extrait de l'intervention de Michèle Duvivier Pierre-Louis présidente de FOKAL et ancien premier ministre du 5 septembre 2008 au 30 octobre 2009, à l'occasion de la commémoration du séisme du 12 janvier 2010 au mémorial du Parc de Martissant.

## 1. Des dynamiques citoyennes innovantes

La société haïtienne en mouvement. Elle engage, notamment dans le monde rural et la montagne, des démarches d'entrepreneuriat social dans divers domaines (éducation, santé, nutrition, agriculture, culture...) afin de co-construire du bien commun pour mieux vivre ensemble. Ces initiatives citoyennes sont le fait d'associations fédérant, à différents niveaux, les acteurs locaux sur des enjeux de subsistance, de protection et d'émancipation, en l'absence souvent de services publics au niveau national et même territorial. Ainsi, de fortes associations de solidarités (paysannes) couvrent une bonne partie du territoire haïtien : elles se connaissent, se rencontrent à l'occasion de certains événements, mais les coopérations restent limitées. Nous présenterons les expériences conduites à Vallue et à Jacmel.

**A Vallue**, nous avons résidé dans la **Villa Ban-Yen** (Ban-Yen signifie « bien-être et abondance sur la montagne »), conçue par **Abner Septembre**. Ouverte en 2004, la Villa, par architecture éclectique, témoigne de sa créativité, mais aussi d'un engagement exceptionnel pour la préservation, la valorisation et la prospérité du mode de vie paysan haïtien.

**L'Association des Paysans de Vallue** (APV), fondé en 1987 par Abner, nous a courtoisement accueillis. Selon ce dernier, la vie communautaire y repose sur cinq piliers : changement de comportements, infrastructures, réorientation des intrants matériels, harmonisation des relations avec la nature, renforcement des liens sociaux. L'APV intervient en matière d'infrastructure (route bétonnée qui en permet l'accès), d'éducation (du préscolaire au niveau 6), de santé, d'agriculture, d'agroforesterie, d'agrotourisme. Sympathiquement accompagnés par Nestalia Baptiste (venue en service civique en France en 2017), mobilisée pour ce faire par Octave Jeacinthe, coordonnateur général de l'APV, nous avons visité une petite laiterie fabriquant du fromage, un centre de santé, le musée végétal de Zamor, où Faniel Laurent nous a présenté cette entreprise agro-écologique créée en 2012, à la suite d'une importante restauration de l'espace, par une famille paysanne (voir photo). Le jour suivant, une belle excursion à la rencontre des paysans de la Montagne jusqu'au sommet Piton nous a permis d'entrevoir quelques élèves, un instituteur, le directeur de l'école communautaire, mais aussi des infrastructures numériques, des installations solaires, un jardin scolaire, et même un ingénieur américain venu accomplir des travaux de traitement des eaux. Au retour, nous sommes passés par le site du marché qui accueille depuis 2009 la foire agricole de La Montagne, événement à fort retentissement. Tout le long de ce circuit, nous avons croisé des enfants de 3 à 15 ans, se rendant à l'école ou en revenant, souvent accompagnés d'un membre de leur famille, avec des uniformes impeccables dont les couleurs désignaient leurs lieux d'éducation. Nous avons vu aussi des groupes d'agriculteurs au travail, avec des vaches, des ânes ou mulets, et un cochon. Toutes les personnes rencontrées ont fait preuve à notre endroit d'une grande amabilité et des formules hospitalières ont été échangées de part et d'autre, en créole ou en français.

Au terme de ce périple, Abner Septembre, sociologue, consultant, développeur et entrepreneur, nous a fait part de la nouvelle aventure qu'il tente depuis 2017. Prenant conscience du fait que les familles seules ne pourront pas faire face au défi agricole (en raison des pressions des institutions internationales, des politiques libérales du FMI et de la Banque mondiale, de la défaillance de l'État haïtien), il s'efforce de préparer un monde alternatif efficace, plus productif et plus attractif pour les jeunes. À cet égard, il veut expérimenter plusieurs modèles de *jardins garde mangers*, petits espaces écologiques réalisés à 80% par les paysans. L'objectif est de contribuer à un changement d'échelle en opérant un saut qualitatif à la fois sur l'économie, la vie sociale, l'environnement, la subsistance alimentaire, et en mobilisant des entrepreneurs, notamment les jeunes. Il s'agit d'une expérience endogène, sans implication politique, ne faisant appel ni à l'État, ni à l'Église, ni aux collectivités, ni aux partis politiques, visant à la construction d'une communauté gérée par des ressources locales (90% du temps) à l'échelle d'un bassin versant.

**À Jacmel**, nous avons été reçus dans la vaste demeure récemment construite (électricité solaire, poulailler, ...) de Cécile Bérut, ingénieur agronome, ancienne volontaire et représentante de l'AFVP, consultante en développement rural et gestion sociale de l'eau, compagne de Gérald Mathurin, disparu en mars 2018. Né à Jacmel, après des études et des expériences professionnelles dans l'agronomie, ce leader socio-politique s'est engagé en faveur de la cause paysanne. Après avoir

combattu les Duvalier (1957-1986), puis les coups d'État des années 1990, il est devenu Ministre de l'Agriculture, des Ressources naturelles et du Développement rural sous René Préal (1996-1997). Après sa démission, il anima la CROSE (Coordination régionale des organisations du Sud-Est), créée en 1986. Cet espace social a pour mission de rassembler et d'organiser les catégories sociales souffrantes : les paysans, les femmes et les jeunes. Cécile souhaite poursuivre son combat pour changer Haïti dans le cadre d'une participation bénévole à la CROSE.

Elle nous a accompagnés pour rencontrer le secrétaire général, Lesly Cacisse, et deux autres membres du Comité exécutif transitoire<sup>6</sup>. Ils nous ont présenté, presque dans les termes de Gérald Mathurin<sup>7</sup>, la structure matricielle de ce réseau d'organisations structuré selon trois pôles. Un *pôle territorial* qui comporte 52 fédérations sur le Sud-Est (4 niveaux : département, arrondissement, commune, section communale). En l'absence de contrôle de l'État, sa fonction principale est le contrôle et la participation citoyenne. Le *pôle filière* concerne les activités de production (café, élevage...) et de services (éducation, santé animale, crédit, radio communautaire) : il vise à maîtriser la production en organisant un travail en réseau afin de créer des richesses (car Haïti a de forts potentiels) mais aussi à assurer les services que l'État néglige de rendre (éducation, irrigation...). Pour sa part, le *pôle catégoriel* met en mouvement les paysans, les femmes, les jeunes pour qu'ils portent ensemble leurs revendications, notamment auprès des collectivités territoriales. Ainsi CROSE articule trois axes : les projets, l'animation des associations dans le cadre d'un maillage territorial, une action revendicative à l'avantage des paysans, des femmes, des jeunes.

Outre les projets réalisés dans les domaines de l'environnement, de l'agriculture, de la santé, de l'éducation, il faut signaler entre autres les opérations de reboisement, la distribution de cabris et de vaches aux organisations communautaires de base, la mise en place de plusieurs laiteries. En outre, la CROSE a été l'une des premières structures locales à venir en aide à Jacmel aux victimes du tremblement de terre du 12 janvier 2010. La coordination s'engage politiquement et, avec d'autres mouvements, organise une formation sur les questions politiques. L'OPL, parti politique allié, compte actuellement trois députés issus de CROSE qui promeuvent une démarche partant de la base. Pour l'avenir, elle milite pour une plateforme politique élargie.

Dans l'entretien cité, Gérald Mathurin précise que l'enjeu politique principal est la reconstruction, voire la refondation : après avoir répondu aux urgences, il faut créer des activités correspondant aux besoins des gens, apporter des solutions aux problèmes du moment, relancer le développement au plan matériel (par exemple avec la reconstruction des maisons), mais aussi au niveau immatériel (avec la refondation de l'État grâce à des institutions permettant d'opérer le relèvement nécessaire). À cet égard, le problème de la décentralisation doit être traité. Sa non prise en compte, à l'origine de l'hypercentralisation de Port au Prince, a créé des injustices criantes. Pour établir une égalité réelle face à l'éducation, à la santé et à tout ce qui facilite la vie des gens, il faut une politique inclusive qui s'appuie sur une décentralisation raisonnée et un réel pouvoir des citoyens.

En complément, nous avons visité la laiterie Lèt Agogo (photo), dégusté des cochonnailles artisanales, rencontré dans sa boutique de Jacmel Charlotte, personnalité très engagée pour le soutien des femmes (photo), fait une promenade avec Cécile Bérut sur le morne Corail en direction du Cap rouge jusqu'au lac Bossier, manqué au retour Justin, entrepreneur de plantes médicinales.

Souvent initiées par des leaders charismatiques, ces initiatives citoyennes reposent sur un corpus de valeurs et de méthodes différencié : elles se distinguent par leur engagement politique, fort chez les unes, refusé chez les autres. Les expérimentations qu'elles conduisent visent à atteindre un équilibre économique au niveau local mais se heurtent à un marché mondialisé fortement concurrentiel. Sans financement de l'État, elles dépendent de leur capacité d'autofinancement, des aides des organismes internationaux et des ressources apportées par la diaspora. Dans ce contexte les caisses populaires<sup>8</sup> haïtiennes figurent comme une réponse aux besoins de financement du secteur agricole.

<sup>6</sup> Dans l'attente du Congrès départemental en juin 2019.

<sup>7</sup> <<https://www.youtube.com/watch?v=PpCL6BRos3k>>

<sup>8</sup> La Fédération nationale des caisses populaires d'Haïti, FECAPH, qui anime un réseau de 30 caisses, bénéficie d'une ligne de crédit de 2 millions € de l'AFD et d'une subvention de 500 k€ pour le développement de capacité.

À ce stade, il nous paraît que, si Haïti a un État failli, la société civile fait preuve d'un grand dynamisme et d'une ferme détermination. Elle parvient à créer un *espace de coopération*<sup>9</sup> à partir d'actions d'envergure locale, éventuellement à différentes échelles territoriales (CROSE), avec des partenariats internationaux (fondations, programmes de recherches...). Pour monter en généralité, le principe d'un *espace de réconciliation* est peut-être à examiner, plus ouvert en Haïti sur les entreprises et le monde universitaire est peut-être une piste à explorer.

## **2. Engagement d'actions de reconstruction durable face au changement climatique et aux sinistres naturels**

Après le séisme de janvier 2010, le cyclone d'octobre 2016 Matthews a contribué à une prise de conscience accrue des risques et des conséquences de ces sinistres. La société haïtienne peut développer avec vigueur ses capacités de résilience.

Pour ce qui est de la sensibilisation et de l'information, le succès des rencontres Alternatiba est une bonne nouvelle<sup>10</sup>. Il faut noter aussi les mesures prises par le Groupe d'Action Francophone pour l'Environnement (GAFE) pour le bannissement total, définitif et inconditionnel du styrofoam en Haïti.

La construction de maisons antisismiques et la reforestation constituent une effective démarche de prévention des risques.

Dans les mornes voisins de Jacmel, Philippe Petit<sup>11</sup> nous a fait voir des maisons récemment construites dans le cadre du programme « un Toit, un Avenir » lancé par Planète Urgence en 2010, puis repris par Habitat Cité depuis 2017, pour améliorer le logement des familles vulnérables vivant en milieu rural. Il a d'abord fallu renforcer les savoir-faire des artisans locaux autour de deux techniques (la construction en maçonnerie chaînée, puis des habitations mixant gabions et ossature bois), en utilisant prioritairement des matériaux locaux (bois, chaux, roches pour les murailles, peu de ciment). Dans une troisième phase qui a été conduite entre 2014 et 2018, des artisans ont été formés *aux techniques de construction locales améliorées (TECLA)* sur des chantiers écoles : 24 personnes de la Vallée, dont principalement 14 femmes « car elles ne sont pas suffisamment intégrées dans les projets de construction », ont permis la construction de 10 maisons. Des journées d'initiation des acteurs locaux ont été organisées par le partenaire technique CRAterre (Centre de recherche sur l'architecture en matériaux en terre à Grenoble) : « L'objectif est que les acteurs locaux puissent identifier le mode de construction le plus approprié au terrain et à la culture locale et qu'ils soient des interlocuteurs reconnus dans le dialogue entre l'État et les institutions internationales, notamment pour les futurs sinistres naturels ».

Financé par la Fondation Abbé Pierre, agissant pour le logement des défavorisés, le projet a permis de construire avec ces techniques les 60 maisons prévues. Avec une toiture en tuiles ou en tôles, chaque maison d'une surface de 45 mètres carrés, dont 35m<sup>2</sup> habitables pour deux pièces et 10m<sup>2</sup> pour la galerie. Selon Philippe Petit, « toutes les maisons sont construites pour résister aux éventuels cyclones et même aux conséquences des tremblements de terre. Elles sont construites avec des systèmes anti-sinistres, pour éviter aux habitants d'être victimes des catastrophes. Et aussi pour limiter les dégâts parfois inévitables, et permettre une réparation rapide. Elles sont aussi dotées d'un système d'ampoules d'éclairage solaire », chaque famille devra bénéficier sous peu d'un "château d'eau" ou réservoir, d'un système de filtration et d'une toilette traditionnelle. Le prix de revient de chaque maison est estimé à environ 5 000 € et la participation de chaque famille en matériaux et travail, s'élève à 800 €. Après le cyclone Matthew, le constat a été fait que les premières maisons construites avaient bien résisté et cela a donné confiance aux habitants. Le programme est intervenu dans la zone de La Vallée. Les bénéficiaires des maisons ont été sélectionnés, avec la mairie de La Vallée, par les

---

<sup>9</sup> Espace de coopération et espace de réconciliation sont à entendre ici en référence au schéma de l'écosystème du volontariat-Monde.

<sup>10</sup> Voir *Naissance d'un mouvement citoyen pour le climat en Haïti* (David Tilus et Virginie Pochon).

<sup>11</sup> Délégué national de Planète Urgence en Haïti, ancien volontaire, revenu en Haïti à la suite du séisme de janvier 2012 pour apporter ses compétences à la reconstruction d'un pays auquel il s'était attaché.

associations OJUCAH (Organisation des Jeunes Universitaires de Carrefour pour l'Avancement d'Haïti) et ADRESFEM (Association pour la Dignité et le RESpect des FEMmes) parmi les personnes les plus vulnérables : femmes cheffes de famille monoparentale, familles ayant perdu leur maison suite au séisme ou aux cyclones, personnes sans ressources suffisantes pour construire. Cette période de réflexion conjointe a permis d'imaginer des solutions répondant aux enjeux de constructions liées à la recrudescence des catastrophes naturelles.

### La reforestation

La déforestation en Haïti est un phénomène complexe dont les causes sont multiples. Si elle est en partie liée aujourd'hui à la production de charbon mais **surtout** à la consommation des boulangeries ou blanchisseries, il ne faut pas oublier des causes profondes comme l'impact du commerce du bois pendant la période coloniale française, l'occupation nord-américaine et la dictature des Duvalier. Pour compenser l'environnement après la coupe des arbres devant servir à la construction des maisons, Planète Urgence a initié dans la commune de La Vallée des programmes de reboisement à travers lesquels trois cent mille arbres ont été déjà plantés entre 2010 à 2017, ce qui a eu impact considérable dans les communautés ciblées.

OJUCAH et ADRESFEM plantent chaque année plusieurs dizaines de milliers d'arbres. Une partie est destinée à être utilisée comme combustible ou pour la construction mais est systématiquement remplacée. L'autre partie est destinée à rester de façon pérenne pour retenir la terre arable et limiter l'érosion des sols. Alors que les bailleurs traditionnels d'OJUCAH et d'ADRESFEM ont quitté le pays, l'enjeu actuel est faire fonctionner la pépinière sans les financements externes pour les années à venir.

### 3. Haïti, un espace de circulation hospitalier

Les mobilités sont cruciales dans la vie des haïtiens avec leurs aspects positifs et négatifs. Alain Raymond a pu constater les progrès accomplis depuis vingt à la fois dans les infrastructures routières et numériques qui permettent de réduire sensiblement les problèmes d'enclavement, même si les systèmes de transport collectif demeurent fort rudimentaires et que, faute d'une décentralisation suffisante, les grandes villes, et surtout Port-au-Prince a vu sa population augmenter à un rythme insoutenable. La forte dépendance à l'automobile, quelle que soit son état, est donc à l'origine d'un trafic très dense et d'une forte congestion des artères principales. Les files d'attente aux stations-services en cas de manque d'essence en sont un bon révélateur. Un nouveau mode de transport « collectif », la moto-taxi, est en plein essor avec son cortège de bruit et de pollution. Très apprécié des jeunes, il leur offre un moyen de subsistance et leur permet de rester au village.

Les *mobilités numériques* se sont beaucoup développées et l'équipement en téléphones portables semble important tandis que les réseaux se déploient progressivement dans les villages. Les écoles s'équipent de tableaux numériques<sup>12</sup> et les associations rencontrées font un usage systématique de l'internet.

Les *mobilités culturelles* marquent fortement des temporalités haïtiennes, alors que le tourisme est dans les circonstances actuelles assez réduit. De grands événements attirent des populations très sensibles à l'art et à la culture : par exemple, le festival de jazz (annoncé pour la troisième semaine de janvier), le festival du cinéma (à Jacmel), les expositions du Centre d'art<sup>13</sup> et les activités de la Fokal et de la bibliothèque Monique Calixte<sup>14</sup> à Port-au-Prince ouvertes à tous, mais aussi le Carnaval et ses préparations au cours des week-ends précédents...

Les *migrations* sont choses communes en Haïti : économiques, politiques, écologiques. Elles offrent parfois à certaines familles en difficulté l'opportunité de voir leurs enfants faire carrière à

<sup>12</sup> Programme TNI développé par Haïti Futur : <http://haitifutur.com/>

<sup>13</sup> Rouvert en 2014. Sa première exposition post tremblement de terre a donné à voir un patrimoine méconnu avec Lumière des ombres présentant, sous les arbres de ses jardins, les œuvres rescapées d'artistes sculpteurs exceptionnels. La deuxième a été consacrée à Jasmin Joseph, sculpteur, céramiste et peintre, illustration peinte d'un conte traditionnel haïtien « Le conte du hibou ».

<sup>14</sup> [http://cnlj.bnf.fr/sites/default/files/revues\\_document\\_joint/PUBLICATION\\_4699.pdf](http://cnlj.bnf.fr/sites/default/files/revues_document_joint/PUBLICATION_4699.pdf)

l'étranger. La diaspora dans l'espace de circulation caribéen est ainsi une ressource importante pour le pays. En effet nombreuses sont les personnes qui reviennent en Haïti pour leurs vacances ou au moment de leurs retraites. Celles qui en ont les moyens se font alors construire de belles demeures. Elles peuvent aussi soutenir des actions de solidarité à l'égard des plus démunis.

*L'hospitalité* est un maître-mot en Haïti. Nous en avons bénéficié dans l'accueil bienveillant qui nous a été consenti certes d'abord par nos interlocuteurs mais aussi par tous ceux que nous avons croisés sur nos chemins, dans la rue ou la montagne, et avec lesquels nous avons échangé tout naturellement des salutations...

#### 4. Le Volontariat-Monde en Haïti

On peut constater d'abord que les principes du Volontariat-Monde sont actifs en Haïti et que c'est même l'expérience de ce pays si attachant qui nous a incité à les enrichir d'un quatrième : solidarité, citoyenneté, mobilité, *hospitalité*.

S'agissant des questions cruciales concernant l'engagement citoyen, on retrouve ici la question des *jeunes*, notamment de l'éducation pré-scolaire et scolaire.

Dès la première matinée, nous avons rencontré à Port-au-Prince deux volontaires du mouvement ATD Quart Monde, Régis de Mulder, responsable national d'ATD en Haïti et Joëlle Girard. Ils nous ont parlé de la pré-école *Graine d'espoir*. Elle est née en 1997 dans le quartier de Gran Ravine<sup>15</sup>, où elle rassemblait les jeunes enfants, sous la garde de l'une ou l'autre famille, pour les préparer à l'école. Depuis 2011, elle est devenue un « kindergarten » structuré. L'objectif est de combler le fossé entre la réalité familiale et la réalité scolaire. Pour ce faire, les parents sont impliqués dans l'enseignement. Cette école préscolaire accueille 70 enfants issus des quartiers pauvres de Martissant et de ses environs. Nous avons eu la chance de visiter les locaux, notamment deux classes où quatre animatrices font leur pédagogie (photo). L'association suisse MaMaFele, Spectacles Solidaires et la Compagnie Andrayas<sup>16</sup>, dont le travail est axé sur le social, le culturel, l'éducation ou la préoccupation à l'environnement, vont à la rencontre des publics improbables de la planète et ont proposé à ATD un spectacle à l'intention des parents et les enfants de la pré-école.

*Bébés bienvenus* est un programme pour les moins de trois ans. Il consiste à recevoir régulièrement un parent accompagné de son enfant pour échanger sur son développement à travers les questions de nutrition, de la santé<sup>17</sup>, de l'enfance, de l'apprentissage ou de l'environnement. D'autres actions sont aussi conduites à l'intention des adolescentes en situations de difficulté pour leur permettre de comprendre leur place dans la société et leur rôle dans la transmission de la vie.

Chaque semaine, la *bibliothèque de rue* (éducation informelle) s'ouvre dans deux localités de Port au Prince : une dans un centre d'accueil des enfants de rue (Lakou Don Bosko), une autre dans un quartier sur les hauteurs de Fontamara, pour accueillir les enfants de rue, les enseignants et les élèves de l'école. Joëlle veut ainsi montrer aux parents que des enfants qui ont moins que d'autres accès aux livres sont tout aussi capables d'apprendre et qu'ils ont les mêmes droits à l'apprentissage.

Enfin, les **campagnes du savoir** sont des actions de partage du savoir, menée pendant les vacances scolaires dans des quartiers défavorisés, mobilisant des jeunes et des artistes. Elles permettent aux enfants, aux jeunes, aux parents de se rencontrer, de vivre un temps de loisir et d'apprentissage ensemble.

Par ailleurs, on a aussi pu vérifier que les espaces définis dans le schéma de l'écosystème du Volontariat-Monde étaient pertinents dans le cas traité même s'il nous a semblé utile de donner plus de force à ce que nous avons nommé « espace de réconciliation », ce qui n'est évidemment pas facile dans les circonstances actuelles du pays.

#### Perspectives du Volontariat-Monde en Haïti

<sup>15</sup> Voir l'ouvrage *Ravine l'espérance*, coordonné par Jean-Michel Defromont aux éditions Quart Monde, 2017.

<sup>16</sup> <http://andrayas.com/>

<sup>17</sup> en relation avec le centre de santé Saint Michel géré par le Service Œcuménique d'Entraide.

Avec une cinquantaine de volontaires sous contrat VSI, Haïti figurait de 1980 à 2009 dans les vingt pays accueillant le plus grand nombre de volontaires français. Le séisme du 12 janvier 2010 a fait plus que doubler ce chiffre (132 fin 2012) plaçant Haïti tout juste derrière Madagascar et le Cambodge. Le nombre de volontaires a décliné jusqu'en 2016 pour revenir à 73 en 2017 suite au cyclone Matthew. À ces effectifs, il convient d'ajouter les jeunes en chantiers d'initiation (une cinquantaine par an), notamment parmi les Scouts d'Haïti, ainsi qu'une vingtaine d'actifs engagés dans le volontariat d'échange et de compétences. Ainsi, fin 2017, il y avait, selon France volontaires, 203 volontaires VIES en Haïti. Encore réduit à quelques éléments, les services civiques de jeunes haïtiens en France permettent la réciprocité des volontariats. Au-delà du volontariat institué, Haïti est le cadre de nombreuses initiatives populaires de solidarité internationale (IPSI) comme celles que fédère le Collectif Haïti de France<sup>18</sup> qui compte 85 associations membres.

Le volontariat en Haïti a joué un rôle d'école de cadres tant pour les jeunes français qui le vivaient que pour les équipiers haïtiens avec lesquels ils l'exerçaient, dont bon nombre sont aujourd'hui dirigeants d'organismes nationaux. Les volontaires reviennent en Haïti, pays fort attachant en dépit de la dureté de la vie. Et nous en avons rencontré plusieurs qui y ont fait leur vie et exercent des responsabilités dans des organismes haïtiens évoluant dans le champ économique, social, culturel, environnemental. D'autres reviennent ponctuellement pour un échange de compétences ou tout simplement pour maintenir la relation.

Le volontariat en Haïti a joué un rôle très important dans les années 80 et surtout après 86 avec la montée en puissance de la société civile haïtienne après la chute de la maison Duvalier. Toutes sortes d'ONG ont été très présentes, souvent en ordre dispersé, notamment à la suite de catastrophes naturelles. Au lendemain du séisme, le PNUD en recensait 1 800 faisant qualifier Haïti d'ONG-Land. Aujourd'hui, dans un contexte où les financements se raréfient, les ONG nationales, en incapacité de répondre aux exigences de fonds propres émises par les bailleurs internationaux, subissent la concurrence des ONG internationales.

Par ailleurs, le séisme de 2010 et le cyclone de 2016 ont révélé<sup>19</sup> qu'en matière d'urgence humanitaire et de prévention des risques, les premiers sur le devant de la scène pour sauver des vies sont les nationaux. L'enjeu est donc de développer les capacités et les systèmes d'alerte. De même pour la lutte contre l'exclusion et les injustices, c'est d'abord l'affaire des haïtiens qui s'y emploient comme c'est le cas pour la mobilisation citoyenne Petrokarib.

Dans ces conditions, quelles sont aujourd'hui les attentes des haïtiens vis-à-vis du volontariat international ?

Ne pourrait-il pas se formuler de manière plus ouverte dans la perspective du Volontariat-Monde dans la mesure où les citoyens au niveau local jouent le rôle des volontaires sur leurs propres territoires ? En effet, dans la société en mouvement que nous avons perçue, les Volontaires-Monde changent de posture en passant du « faire pour » au « faire avec ». Ne doivent-ils pas se situer un peu ailleurs, aux interstices des différentes échelles, en complément des actions citoyennes locales afin d'assurer leur montée en généralité ?

Ne pourraient-ils pas se situer, valorisant les espaces de coopérations locales et les mettant en réseaux, intervenir au niveau des espaces de réconciliation et de circulation, pour construire des partenariats équilibrés à des échelles plus grandes ? Les métiers de la transition qui visent à *se nourrir, à habiter, à prendre soin* ne sont-ils pas autant de vecteurs pour l'expression de nouvelles mobilités solidaires associant dans l'espace caribéen, jeunes d'ici et de là-bas dans une visée de qualification mutuelle ?

---

<sup>18</sup> [www.collectif-haiti.fr/](http://www.collectif-haiti.fr/)

<sup>19</sup> anthologie des travaux d'investigation 2010-2013 journalistique post-séisme du consortium Hayti kale Je.